

LE DISCOURS DE M. FLANDIN SUR LA POLITIQUE FINANCIERE DE LA FRANCE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

LE BUDGET

Et maintenant, passons au déficit du budget. Je n'ai jamais dissimulé que la crise économique ait déterminé une baisse des recettes budgétaires; que la suspension des paiements de réparations si elle était définitive priverait le budget d'une ressource appréciable; que l'accroissement continu des charges publiques créait une situation sérieuse. Mais nous nous trouvons en présence d'un problème d'avenir et d'une responsabilité du passé, le budget de neuf mois de 1932 devant être considéré comme un budget de transition ainsi que cela a été toujours affirmé aussi bien par M. Piétri qu'il a établi ce budget que par moi-même, qui l'ai défendu. Ce qui est inadmissible, c'est de prétendre que nous ayons organisé le déficit.

L'abord, peut-on même valablement parler de déficit, lorsque au cours d'un même exercice le montant de l'amortissement réalisé dépasse l'insuffisance budgétaire constatée.

Pour raisonner avec précision, il importe même de considérer l'ensemble de la législation. Les excédents budgétaires, ont été réalisés au début alors que l'ajustement des dépenses à la dépréciation monétaire, n'avait pas encore été opéré et que certaines dépenses avaient été déduites de l'imprévision reportée sur l'avenir.

Dans l'ensemble, l'avenir n'a pas été gâté, mais bien, au contraire, dans le même temps, les amortissements nets à la charge du budget ou de la Caisse autonome réduisant la dette publique de vingt milliards.

L'AMORTISSEMENT

ET LES ERREURS

DE M. BEDOUCE

Je sais que M. Bedouce a contesté ces chiffres. Dans la dernière séance de la législature, il a produit des calculs auxquels je vais répondre aujourd'hui. M. Bedouce prétendait que la dette publique loin d'être diminuée, avait augmenté de près de trois milliards, mais M. Bedouce établissait son calcul sur la dette intérieure seule qui partait du 31 juillet 1926 et majorait la dette intérieure actuelle de l'Etat, soit de sommes imaginaires, soit de sommes dues par d'autres débiteurs que l'Etat. Remède erroné au départ et qui facilite évidemment les calculs pessimistes. La situation de la dette intérieure au 31 juillet 1926, est sous-évaluée de 5 milliards.

M. Bedouce inscrit dans la dette intérieure de l'Etat pour une somme de cinq milliards des Bons du Trésor qu'il a émis à l'heure actuelle ne sont pas émis. Il y avait déjà dix milliards de débiteurs.

M. Bedouce ajoute au montant de la dette au 31 décembre 1931, les dix milliards et demi de bons remis à la Banque, en couverture des pertes sur le livre alors que ces bons figurent déjà dans ce montant.

Ainsi, lorsque j'ai avancé le chiffre de 20 milliards, j'étais au-dessus de la réalité. Que ne puis-je, sans dépasser les limites de l'ironie, souhaiter à M. Bedouce et à ses collègues socialistes en France ou à l'étranger, lorsqu'ils gouvernent, des résultats comparables dans la gestion des finances publiques.

C'est un fait en effet, messieurs, que le socialisme au pouvoir engendre par une fatalité inexorable la faillite financière et monétaire. Al-jé besoin d'évoquer les exemples allemand, autrichien, australien et le plus récent, l'exemple français. C'est que, messieurs, le budget de l'Etat ne résiste pas à la démagogie, fille du socialisme. En effet, débaine des appétits qu'il demande à l'Etat de satisfaire. Et si les perspectives d'avenir pour les finances publiques peuvent nous préoccuper, c'est qu'en effet, nous n'avons pu qu'imparfaitement nous défendre ces années dernières contre la démagogie.

L'ŒUVRE DE DEMAIN

Résister à la démagogie sous tous ses aspects, voilà le véritable effort que, demain, doit réunir toutes les volontés républicaines. Personne ne niera que certaines opérations qui auraient allégé les budgets de l'avenir n'aient pu être faites dans la dernière législature à cause de la surcharge électorale qui, à mon avis, déshonore l'opposition et émascule la majorité parlementaire.

Les politiciens ne prennent pas assez garde que le parlementarisme traverse des jours d'épreuve. Il fut fondé naguère pour réduire les charges des contribuables, pour contraindre l'exécutif à limiter ses dépenses. Hélas, il n'y a plus d'exemple que les assemblées

jouent le rôle d'un frein budgétaire et il m'est impossible de ne pas évoquer, selon une formule à la mode, cette nouvelle trahison des clercs.

Bousculant les partis et déclassant comme il convient leur idéologie périmée, de grandes voix ne se feront pas entendre pour faire l'appel des cerveaux et non des ventres. Partout des fédérations se sont dressées contre l'Etat. Les uns et les autres ont leurs clans qui montent à l'assaut des pouvoirs publics, réduits à composer avec elles. Tandis que l'idéal pour ces syndicats d'intérêts se résume à toucher chez le percepteur ou au Trésor l'argent de l'Etat, le contribuable en est arrivé, dans notre pays, à travailler un jour sur trois pour l'impôt. Quand la moitié des Français recevront un traitement, une retraite, une pension, des allocations, des assurances, des secours, il faudra bien que l'autre moitié obtienne des protections, des primes, des subventions.

Il n'est que temps de réagir contre ce péril mortel. Entre la fonctionnarisation progressive de toutes les activités et l'affaiblissement des initiatives, il faut choisir.

APPEL A L'UNION DES REPUBLICAINS

Ceux qui se disent volontiers les héritiers des Jacobins entendront-ils l'appel des individus qui l'Etat tenacitaire? Déjà, dans un noble langage, ils repoussent récemment certaines sommations. Comment d'ailleurs ne mépris-ils pas les injures et les mépris où le dieu socialiste tient leurs pauvres efforts d'humains qui travaillent à adapter au temps nouveaux les principes de liberté. Tandis qu'ils s'efforcent en effet, à dégarer des formules d'économie contrôlée ou dirigée, M. Léon Blum leur oppose le dilemme. Entre la vieille économie libérale et l'économie collective de demain, il n'y a ni moyen terme, ni transaction.

Non, nous n'assisterons pas à l'abandon par des républicains de la Liberté, c'est elle que nous devons bientôt défendre dans notre vie économique, comme nous l'avons fait, en 1914, dans notre existence nationale. Faudrait-il toujours que des querelles d'héritage divisent la famille républicaine et n'en ramènent les enfants, selon la belle formule d'Herriot, ou au chevet de la mère malade.

Le monde qui souffre attend, anxieux, tandis que nous offrons à nos adversaires l'espoir de nos divisions. Nous entrions dans des années cruciales. L'uissons-nous les aborder unis, mais s'il le faut, messieurs, nous les affronterons seuls, avec courage, résolus à organiser la paix, à surmonter la crise, à ne rien abandonner des conquêtes sociales et laïques de la démocratie, à maintenir, dans ce pays de mesure et de liberté, le droit de vivre, de travailler et d'épargner sous l'égide d'un Etat fort qui nous protège sans nous asservir.

Plusieurs centaines de marins du Havre sont intoxiqués par du vin provenant d'Espagne et contenant de l'arsenic

Le Havre, 24 avril. — Depuis plus de trois mois, des marins, présentant des symptômes d'intoxication, étaient hospitalisés à leur arrivée au Havre. D'autres, plus atteints, avaient dû être débarqués en cours de séjour. Il s'agissait notamment des équipages des paquebots suivants: Colombie, La Fayette, Basse-Terre, Dahomey, Arizona et Guadeloupe. Plusieurs centaines de marins furent ainsi intoxiqués.

A l'hôpital, on constata qu'après l'effacement du corps, de la tête et des membres, des caillottes se formaient sur la peau, les yeux étaient larmoyants et l'on evoqua l'empoisonnement par l'arsenic. Jusqu'à présent, on a enregistré deux décès. Beaucoup de malades ont quitté l'hôpital, l'état de ceux qui y sont encore ne paraît pas inquiétant.

D'après les déclarations des malades, on fit l'analyse du vin qui, provenant d'Espagne, était resté sous douane et avait été livré directement aux navires sans passer par aucun entrepôt havrais. L'analyse révéla que ce vin contenait de l'arsenic dans des proportions très inquiétantes. Certains incriminent ces intoxications consécutives à un troisième sulfatage des vignes opérés alors que le raisin était déjà formé.

Plainte a été portée contre inconnu. — Les aviateurs D'Estailleur, Chanteraine, Frénot et Miron (télégraphiste d'Elbeuf): Nous avons quitté Dijon le 23 avril, à 2 h. Nous ne devrions pas être en France et nous sommes de retour à Paris le 24 avril, en plein accord avec les populations déjà libérées.

disparu de la vie de sa petite compagne. Cependant, il lui avait promis qu'elle serait toujours Renée...

Promesse impossible à tenir. M^{lle} Marsy le savait; malgré tout, dans les grandes revues illustrées, elle cherchait avec passion photographes ou articles touchant à la cour de Ruma. Mais la Syrie étant un pays fort calme, où les cataclysmes de la nature et ceux de la politique étaient semblablement ignorés, la curiosité de la jeune Française n'avait guère occasion de se satisfaire.

Quand les cloches symphoniques avaient couronné pour les solennités de la majorité royale, l'illustration a vu publié un portrait de Stephen. Palpitante d'émotion, M^{lle} Marsy avait reconnu, sous la pompe quasi-orientale de son manteau d'apparat, l'adolescent au profil de médaille dont l'accent dominant s'adressait pour elle...

Ce jour-là, Renée avait, en cachette, acheté un autre numéro; elle y avait découpé la chère image et, depuis, la contemplait souvent dans le miroir porté-cartes où elle dormait.

Le soir, elle se soulevait menée à l'Église. Elle ne devait en rien changer les dispositions de la jeune fille. Valablement, les plaques offertes par une hospitalité cordiale durant que inconnus se multipliaient dans le parc aux ouvrages séculaires, ou dans le château aux larges baies à guillotine encadrées

Les anciens télégraphistes militaires du Nord honorent la mémoire du général Ferrié



Devant le monument aux morts M. DUREFIN, président des Anciens Télégraphistes, tenant la gerbe, entouré des commandants MARTY et GODELIN.

Manche à midi, en l'église St-Maurice, à Lille, a été célébrée une messe en souvenir du général Ferrié, qui fut l'un des chefs les plus aimés des sapeurs-télégraphistes, ce qui lui valut d'ailleurs, le surnom enivré de père des télégraphistes. Les membres de l'Association amicale des anciens sapeurs-télégraphistes du Nord de la France qui organisèrent cette cérémonie, ont été reçus par le général Ferrié, au siège, « l'Atelier Excelsior » et se rendirent en cortège au monument aux morts où une superbe gerbe de fleurs fut déposée par le président, M. Durefin, et les officiers de son état-major, divers sapeurs de croix blanche, les membres prirent

M. Piétri se rend à Bastia auprès des blessés du Palais de Justice

Bastia, 24 avril. — Le Ministre de la Défense Nationale a interrompu sa tournée électorale pour gagner Bastia, accompagné du Préfet de la Corse, M. Sari, sénateur-maire et du sous-préfet de Bastia. Le ministre s'est rendu au nouvel hôpital civil où il a tenu à s'entretenir au nom du Gouvernement, avec les victimes de la catastrophe. Il est allé ensuite visiter à leur clinique ou à leurs domiciles, les blessés. Le ministre a reçu du secrétaire de la présidence de la République le télégramme suivant: « Le Président de la République me prie de vous demander de vouloir bien vous considérer comme son représentant et comme son interprète, aux obsèques des victimes pour lesquelles nous offrons à nos adversaires les paroles de sympathie que vous exprimerez ».

A ce télégramme, M. Piétri a répondu: « Veuillez remercier le Président de la République de sa bienveillante pensée et l'assurer que je me ferai, au nom du chef de l'Etat, comme à celui du Gouvernement, l'interprète des sentiments dont vous me transmettez l'expression et qui font aux cœurs des familles désolées par la catastrophe du 21 avril ».

Deux notes supposées écrites de la main du jeune Amédée semblaient indiquer que le drame était dû au désespoir. Le capitaine Lancaster et Mrs Keith Miller, tout en mis en état de détention pour fins d'enquête.

On croit que M. Clarke n'est mort qu'après avoir été frappé.

D'autre part, les experts en écritures ont pu, de leur côté, relever neuf contradictions dans les billets supposés de la main du jeune Amédée.

Mrs Miller, qui est une femme divorcée, était, déclare-t-elle, fiancée à M. Clarke et devait l'épouser d'ici un mois ou deux.

Au Maroc, nos troupes occupent l'oasis de Fezzou

Rabat, 24 avril. — La couverture électorale du Taïlalet vers l'ouest vient d'être complétée et renforcée par l'occupation de l'oasis de Fezzou, dans la vallée de l'oued Rezzou au sud de Meccid.

Renée avait couru à son balcon ouvert sur un panorama d'une beauté magique; elle demeura stupéfaite, avant qu'une indicible émotion ne l'étreignit.

Devant elle se découpa la profonde entaille du Firth de Forth, qui partage la terre d'Écosse jusqu'à la hauteur de Naanockburn. Les unités de la Grande Flotte, parsemées allongées sur la baie bleue, alignaient dans le soleil les lignes sévères de leurs tourelles et les châteaux d'acier des croiseurs de bataille.

A leur tête, l'énorme « Royal-Oak », à peine sorti des chantiers de Devonport, était lentement dans le courant du fleuve. C'était lui qui menait la danse; à son bord était embarqué Jack

Peut-être le jeune homme commandait-il lui-même les petites pièces dont l'aboi rugit empuanché de flammes la passerelle du cuirassé, éveillant de tapageurs échos à bord de tous les vaisseaux en rang.

Renée était trop fille d'airain pour l'ignorer: la flotte avait alerté saluait l'arrivée de quelque grand personnage. Le lord grand amiral peut-être, ou le lord Georges lui-même? En tout cas, c'était une visite inopinée: le commando n'en avait rien dit...

La jeune fille pencha, curieuse, son buste sur la balustrade de pierre sculptée.

« Et voici qu'elle vit surgir de derrière les flots abrupts du Bass Rock, qui jusqu'à présent le lui avait caché, celui auquel s'adressaient tant d'honneurs.

Majestueux, rapide encore, un grand yacht blanc s'avancant, comme pour le passer en revue, entre les navires de guerre. Les pavillons frétilaient dans toutes les mâtures, les petits canons multipliaient leur tonnerre amical; lui s'approchant, répondait à coups réguliers.

Au grand mât, il venait d'arborer les couleurs britanniques; à sa corne flottait un pavillon que Renée, folle d'émotion, reconnut avant même de le distinguer, pour en avoir cherché les attributs dans la bibliothèque paternelle.

Le drapeau de Syrie... Mais

LETTRE DE BRUXELLES

L.A.C.J.B. et la politique

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

Bruxelles, 24 avril 1932.

On a souvent reproché et on reproche parfois encore à l'A.C.J.B. de détourner les jeunes gens de la politique. L'A.C.J.B. en effet, se voue uniquement à l'action catholique. De fait, il est à remarquer que, si, d'une part, la jeunesse catholique fait preuve, dans les différents groupes de l'A.C.J.B. d'une grande activité, on ne voit guère dans les groupements politiques de ce 24 avril, puis une déclaration officielle du général de l'A.C.J.B. Après avoir rappelé qu'il respecte les volontés du Saint-Siège et ne s'occupe ni de programme électoral ni de responsabilités des partis politiques, le Comité de l'A.C.J.B. ajoute:

« Mais l'activité de ses membres n'est pas bornée par les mêmes limites. Les militants de l'action catholique ont d'autres devoirs que ceux de l'apostolat. Ils ont notamment des devoirs familiaux, des devoirs d'état, des devoirs civiques.

« La formation et l'orientation qu'ils reçoivent dans les groupements d'action catholique doivent les aider et les inciter à l'accomplissement de tous ces devoirs ».

« Et parmi ces devoirs, le Comité de l'A.C.J.B. cite ceux des citoyens qui doivent être prêts à tous les sacrifices pour la défense du pays en temps de guerre, et ceux des citoyens qui ont le devoir de servir le pays en temps de paix. Le bon fonctionnement de l'Etat est un objet de grande préoccupation pour tout patriote catholique, d'autant plus qu'en Belgique, les intérêts nationaux sont conditionnés par cette organisation et son fonctionnement de la société civile. Or, la marche de l'Etat public dépend, pour une bonne part, des élections, donc des partis politiques.

« L'espérance de ces principes par le Comité de l'A.C.J.B. suffit déjà pour montrer le devoir politique qui s'impose aux jeunes catholiques belges. Aussi la déclaration du Comité de l'A.C.J.B. se termine-t-elle par ces mots: « Ces considérations ne laissent pas de doute, ni d'hésitation possibles aux militants éclairés qui doivent être les dirigeants de l'action catholique. »

« Des directives concrètes, conformes à cette doctrine et à cette attitude, seront transmises prochainement à tous les Comités des Fédérations. »

Un député socialiste et le préfet de police de Cologne attaqués dans un restaurant par des hitlériens

Berlin, 24 avril. — Une agression dont ont été victimes, dans un restaurant de Cologne, le député socialiste Reichstag Otto Weis, et le préfet de police de Cologne, M. Bauknecht, a provoqué une vive indignation dans les milieux politiques de gauche. M. Weis qui avait été transporté à l'hôpital pour y être pansé, a précisé les conditions dans lesquelles lui et le préfet de police avaient été attaqués par des hitlériens.

Le député socialiste et M. Bauknecht avaient remarqué que dans le restaurant national-socialiste, plusieurs nationalistes-socialistes dont le député Ley étaient assis à une table voisine de celle qu'ils occupaient. Peu de temps après, d'autres nazis qui, on a pu l'établir par la suite, avaient été appelés téléphoniquement par le député Reichstag, venaient eux aussi, s'installer dans le restaurant.

Le député socialiste et son compagnon décidèrent alors de s'en aller, mais au moment où ils passaient devant la table du député Ley, les nazis les interpellèrent et se jetèrent en même temps sur eux. Le préfet de police recut même un coup de bouteille sur la tête.

Lorsque l'on put les dégager, les deux victimes avaient le visage ensanglanté et se plaignaient de fortes douleurs dans la tête.

A la suite de cette agression, le parti social-démocrate allemand a adressé au président d'Empire, au chancelier Brüning et au ministre de l'Intérieur du Reich, des télégrammes par lesquels il proteste contre les actes de terrorisme auxquels se livrent les nationaux-socialistes allemands et demande que des mesures radicales soient prises immédiatement pour assurer la protection de la liberté individuelle.

Inculpé dans une affaire d'empoisonnement un cultivateur de Hennevaux tue son amie et complice et se donne la mort

Avec la complicité de son ami, un cultivateur du nom de Ferson, la femme de ce dernier avait tenté d'empoisonner son mari, par le biais de Hennevaux. Une instruction devait être ouverte. Dimanche matin, lorsque les gendarmes de la brigade de Coulmberg se présentèrent au petit café exploité par la femme Deroult, son ami s'affola. Il la

« Le Reich lutte pour la liquidation définitive de la guerre. Le moratoire Hoover expire le 1^{er} juillet, mais après cette date, l'Allemagne ne paiera plus.

« On constate de plus en plus l'impossibilité des traités de paix, qui, un jour, s'écrouleront d'eux-mêmes. »

« Le gouvernement du Reich lutte pour la liquidation sans réserve de la guerre. Il s'agit pour nous de ne pas faiblir au dernier moment. Le gouvernement du Reich actuel se défendra contre cela jusqu'à son dernier souffle.

« En Italie, un grand scandale s'est produit à San Spiccolo, près de Spiccolo. Deux camions sont heurtés de front. L'un d'eux a écrasé contre un mur, une vieille femme et un enfant qui s'accompagnait. Un troisième personne a été tué mortellement blessée. Le conducteur du camion qui a causé l'accident a été arrêté, pour se soustraire à la fureur populaire, dans un lieu logeant une dalle de rocher dans la tête et retournant l'épave contre lui il se donna la mort.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

« Non? Celui qui nous avait donné les chevaux?... Que vient-il faire ici? — On peut se le demander, répondit la jeune fille en assurant sa voix de son mieux.

« Tu entends, petite sœur? — Elle prit son frère aux épaules, l'entraîna vers la terrasse.

« Lui, Michel... c'est lui... — Qui cela, lui? répondit l'adolescent, regardant alternativement sa sœur et le joli bateau.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

« Non? Celui qui nous avait donné les chevaux?... Que vient-il faire ici? — On peut se le demander, répondit la jeune fille en assurant sa voix de son mieux.

« Tu entends, petite sœur? — Elle prit son frère aux épaules, l'entraîna vers la terrasse.

« Lui, Michel... c'est lui... — Qui cela, lui? répondit l'adolescent, regardant alternativement sa sœur et le joli bateau.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

M. MARCEL PRÉVOST préside à Lille l'assemblée annuelle de l'Institut Industriel du Nord de la France

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

Bruxelles, 24 avril 1932.

On a souvent reproché et on reproche parfois encore à l'A.C.J.B. de détourner les jeunes gens de la politique. L'A.C.J.B. en effet, se voue uniquement à l'action catholique. De fait, il est à remarquer que, si, d'une part, la jeunesse catholique fait preuve, dans les différents groupes de l'A.C.J.B. d'une grande activité, on ne voit guère dans les groupements politiques de ce 24 avril, puis une déclaration officielle du général de l'A.C.J.B. Après avoir rappelé qu'il respecte les volontés du Saint-Siège et ne s'occupe ni de programme électoral ni de responsabilités des partis politiques, le Comité de l'A.C.J.B. ajoute:

« Mais l'activité de ses membres n'est pas bornée par les mêmes limites. Les militants de l'action catholique ont d'autres devoirs que ceux de l'apostolat. Ils ont notamment des devoirs familiaux, des devoirs d'état, des devoirs civiques.

« La formation et l'orientation qu'ils reçoivent dans les groupements d'action catholique doivent les aider et les inciter à l'accomplissement de tous ces devoirs ».

« Et parmi ces devoirs, le Comité de l'A.C.J.B. cite ceux des citoyens qui doivent être prêts à tous les sacrifices pour la défense du pays en temps de guerre, et ceux des citoyens qui ont le devoir de servir le pays en temps de paix. Le bon fonctionnement de l'Etat est un objet de grande préoccupation pour tout patriote catholique, d'autant plus qu'en Belgique, les intérêts nationaux sont conditionnés par cette organisation et son fonctionnement de la société civile. Or, la marche de l'Etat public dépend, pour une bonne part, des élections, donc des partis politiques.

« L'espérance de ces principes par le Comité de l'A.C.J.B. suffit déjà pour montrer le devoir politique qui s'impose aux jeunes catholiques belges. Aussi la déclaration du Comité de l'A.C.J.B. se termine-t-elle par ces mots: « Ces considérations ne laissent pas de doute, ni d'hésitation possibles aux militants éclairés qui doivent être les dirigeants de l'action catholique. »

« Des directives concrètes, conformes à cette doctrine et à cette attitude, seront transmises prochainement à tous les Comités des Fédérations. »

Un député socialiste et le préfet de police de Cologne attaqués dans un restaurant par des hitlériens

Berlin, 24 avril. — Une agression dont ont été victimes, dans un restaurant de Cologne, le député socialiste Reichstag Otto Weis, et le préfet de police de Cologne, M. Bauknecht, a provoqué une vive indignation dans les milieux politiques de gauche. M. Weis qui avait été transporté à l'hôpital pour y être pansé, a précisé les conditions dans lesquelles lui et le préfet de police avaient été attaqués par des hitlériens.

Le député socialiste et M. Bauknecht avaient remarqué que dans le restaurant national-socialiste, plusieurs nationalistes-socialistes dont le député Ley étaient assis à une table voisine de celle qu'ils occupaient. Peu de temps après, d'autres nazis qui, on a pu l'établir par la suite, avaient été appelés téléphoniquement par le député Reichstag, venaient eux aussi, s'installer dans le restaurant.

Le député socialiste et son compagnon décidèrent alors de s'en aller, mais au moment où ils passaient devant la table du député Ley, les nazis les interpellèrent et se jetèrent en même temps sur eux. Le préfet de police recut même un coup de bouteille sur la tête.

Lorsque l'on put les dégager, les deux victimes avaient le visage ensanglanté et se plaignaient de fortes douleurs dans la tête.

A la suite de cette agression, le parti social-démocrate allemand a adressé au président d'Empire, au chancelier Brüning et au ministre de l'Intérieur du Reich, des télégrammes par lesquels il proteste contre les actes de terrorisme auxquels se livrent les nationaux-socialistes allemands et demande que des mesures radicales soient prises immédiatement pour assurer la protection de la liberté individuelle.

Inculpé dans une affaire d'empoisonnement un cultivateur de Hennevaux tue son amie et complice et se donne la mort

Avec la complicité de son ami, un cultivateur du nom de Ferson, la femme de ce dernier avait tenté d'empoisonner son mari, par le biais de Hennevaux. Une instruction devait être ouverte. Dimanche matin, lorsque les gendarmes de la brigade de Coulmberg se présentèrent au petit café exploité par la femme Deroult, son ami s'affola. Il la

« Le Reich lutte pour la liquidation définitive de la guerre. Le moratoire Hoover expire le 1^{er} juillet, mais après cette date, l'Allemagne ne paiera plus.

« On constate de plus en plus l'impossibilité des traités de paix, qui, un jour, s'écrouleront d'eux-mêmes. »

« Le gouvernement du Reich lutte pour la liquidation sans réserve de la guerre. Il s'agit pour nous de ne pas faiblir au dernier moment. Le gouvernement du Reich actuel se défendra contre cela jusqu'à son dernier souffle.

« En Italie, un grand scandale s'est produit à San Spiccolo, près de Spiccolo. Deux camions sont heurtés de front. L'un d'eux a écrasé contre un mur, une vieille femme et un enfant qui s'accompagnait. Un troisième personne a été tué mortellement blessée. Le conducteur du camion qui a causé l'accident a été arrêté, pour se soustraire à la fureur populaire, dans un lieu logeant une dalle de rocher dans la tête et retournant l'épave contre lui il se donna la mort.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

« Non? Celui qui nous avait donné les chevaux?... Que vient-il faire ici? — On peut se le demander, répondit la jeune fille en assurant sa voix de son mieux.

« Tu entends, petite sœur? — Elle prit son frère aux épaules, l'entraîna vers la terrasse.

« Lui, Michel... c'est lui... — Qui cela, lui? répondit l'adolescent, regardant alternativement sa sœur et le joli bateau.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

« Non? Celui qui nous avait donné les chevaux?... Que vient-il faire ici? — On peut se le demander, répondit la jeune fille en assurant sa voix de son mieux.

« Tu entends, petite sœur? — Elle prit son frère aux épaules, l'entraîna vers la terrasse.

« Lui, Michel... c'est lui... — Qui cela, lui? répondit l'adolescent, regardant alternativement sa sœur et le joli bateau.

« Le roi de Syrie: Notre voisin de l'ouest. »

Le rallye-étoile de l'Automobile-Club et Moto-Club du Nord

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

Bruxelles, 24 avril 1932.

On a souvent reproché et on reproche parfois encore à l'A.C.J.B. de détourner les jeunes gens de la politique. L'A.C.J.B. en effet, se voue uniquement à l'action catholique. De fait, il est à remarquer que, si, d'une part, la jeunesse catholique fait preuve, dans les différents groupes de l'A.C.J.B. d'une grande activité, on ne voit guère dans les groupements politiques de ce 24 avril, puis une déclaration officielle du général de l'A.C.J.B. Après avoir rappelé qu'il respecte les volontés du Saint-Siège et ne s'occupe ni de programme électoral ni de responsabilités des partis politiques, le Comité de l'A.C.J.B. ajoute:

« Mais l'activité de ses membres n'est pas bornée par les mêmes limites. Les militants de l'action catholique ont d'autres devoirs que ceux de l'apostolat. Ils ont notamment des devoirs familiaux, des devoirs d'état, des devoirs civiques.

« La formation et l'orientation qu'ils reçoivent dans les groupements d'action catholique doivent les aider et les inciter à l'accomplissement de tous ces devoirs ».

« Et parmi ces devoirs, le Comité de l'A.C.J.B. cite ceux des citoyens qui doivent être prêts à tous les sacrifices pour la défense du pays en temps de guerre, et ceux des citoyens qui ont le devoir de servir le pays en temps de paix. Le bon fonctionnement de l'Etat est un objet de grande préoccupation pour tout patriote catholique, d'autant plus qu'en Belgique, les intérêts nationaux sont conditionnés par cette organisation et son fonctionnement de la société civile. Or, la marche de l'Etat public dépend, pour une bonne part, des élections, donc des partis politiques.

« L'espérance de ces principes par le Comité de l'A.C.J.B. suffit déjà pour montrer le devoir politique qui s'impose aux jeunes catholiques belges. Aussi la déclaration du Comité de l'A.C.J.B. se termine-t-elle par ces mots: « Ces considérations ne laissent pas de doute, ni d'hésitation possibles aux militants éclairés qui doivent être les dirigeants de l'action catholique. »

« Des directives concrètes, conformes à cette doctrine et à cette attitude, seront transmises prochainement à tous les Comités des Fédérations. »

Un député socialiste et le préfet de police de Cologne attaqués dans un restaurant par des hitlériens

Berlin, 24 avril. — Une agression dont ont été victimes, dans un restaurant de Cologne, le député socialiste Reichstag Otto Weis, et le préfet de police de Cologne, M. Bauknecht, a provoqué une vive indignation dans les milieux politiques de gauche. M. Weis qui avait été transporté à l'hôpital pour y être pansé, a précisé les conditions dans lesquelles lui et le préfet de police avaient été attaqués par des hitlériens.

Le député socialiste et M. Bauknecht avaient remarqué que dans le restaurant national-socialiste, plusieurs nationalistes-socialistes dont le député Ley étaient assis à une table voisine de celle qu'ils occupaient. Peu de temps après, d'autres nazis qui, on a pu l'établir par la suite, avaient été appelés téléphoniquement par le député Reichstag, venaient eux aussi, s'installer dans le restaurant.

Le député socialiste et son compagnon décidèrent alors de s'en aller, mais au moment où ils passaient devant la table du député Ley, les nazis les interpellèrent et se jetèrent en même temps sur eux. Le préfet de police recut même un coup de bouteille sur la tête.

Lorsque l'on put les dégager, les deux victimes avaient le visage ensanglanté et se plaignaient de fortes douleurs dans la tête.

A